

Le procès de Warren Hastings reste comme un témoignage de l'état d'esprit des législateurs de cette époque. Relisez les pages admirables où Macaulay a buriné cet événement dans le bronze ; et par contraste, portez-vous à moins d'un siècle en avant : écoutez la populace et la haute pègre de Londres, acclamant comme un des héros de l'Empire, Cecil Rhodes, plus coupable, de son propre aveu, que le Nabab. Hastings n'était que le fonctionnaire d'une corporation commerciale ; ses actes, que les mœurs du pays et de l'époque et l'anarchie indienne expliquaient dans une large mesure, ne compromettaient nullement l'honneur de la couronne. Rhodes, premier ministre d'une colonie britannique, conseiller privé d'Angleterre, honoré de la confiance des aviseurs de Sa Majesté à Londres, viole la foi jurée par sa souveraine, commet un acte contraire à la loi des nations. Il perd l'appui des électeurs de sa colonie ; mais il conserve la confiance de la Reine dont il a terni la majesté, et le ministre des Colonies lui décerne un certificat d'honneur. (1)

Ces deux événements peignent à merveille le développement de l'impérialisme britannique. Les notions d'honneur personnel et politique étaient moins élevées, en Angleterre, il y a un siècle qu'aujourd'hui. Les annales du temps affichent au grand jour et sans la moindre vergogne une débauche effroyable. Mais le sens du gouvernement était sain. On trouvait plus avantageux de perfectionner l'organisation du territoire que d'en acquérir davantage, surtout par des moyens qui fissent courir à la nation des risques de guerre.

PITT ET WELLINGTON

Le second Pitt fut le grand homme d'Etat de cette idée. Comme Walpole, il était partisan de la paix, de la réforme politique, de la réorganisation financière.

Forcé de faire la guerre, il n'y consentit qu'à son corps défendant, après avoir laissé la France humilier ses ambassadeurs et fomenter la révolte en Irlande. Refusant de lancer son pays dans les aventures militaires et les conquêtes, il préféra donner de l'argent aux nations alliées pour qu'elles s'achetassent des soldats et des armes. Il comprenait, comme Napoléon, que l'Angleterre était une nation commerçante et qu'il valait mieux lui laisser des impôts à payer que de lui inoculer le virus du militarisme.

Ce n'est qu'après sa mort que la fièvre de la gloire s'empara de son pays et ouvrit la route au duc de Wellington et à ses armées. Certes, j'admire le grand général, moins à cause de sa victoire facile

(1) "I am perfectly convinced that, while the fault of Mr Rhodes is about as great a fault as a politician or a statesman can commit, there has been nothing proved—and, in my opinion, there exists nothing—which affects Mr Rhodes' personal position as a man of honour." — Paroles de M. Chamberlain à la Chambre des Communes. (Voir *Times*, de Londres, 27 juillet 1897, page 8.)